

DIARIO DEL GOBIERNO

DE CATALUÑA Y BARCELONA,

DEL DOMINGO 16 DE FEBRERO DE 1812.

S. Julian y cinco mil Martires.—Las *Q. H.* están en la Iglesia del Palau; se reserva à las cinco de la tarde.

AFFAIRE DU JOUR.

Que n'ont-ils pas dit les journaux insurgés pendant l'année précédente sur la conscription de France de 1811! que de mensonges, que d'impostures, que de fourberies! Enfin ce décret qui se publie toutes les années, pour régler le mode de remplir les cadres des armées impériales, a paru, et nous voyons qu'il est conçu dans les mêmes termes que ceux des années précédentes. Faisons attention que ce décret nous est parvenu par la voie de l'ambulante gazette militaire de la province, copiant celle de Girona.

Est-il possible que l'écrivain de la gazette militaire ait déjà oublié tout ce qu'il a dit dans ses numéros antérieurs, pour oser nous entretenir avec effronterie d'un article officiel qui dément tout ce qu'il a publié? Ne nous a-t-il pas dit qu'en France on forçait les gens à prendre les armes depuis l'âge de 16 ans jusqu'à 40? Comment donc publie-t-il aujourd'hui le décret qui oblige, selon l'usage actuel de cette puissance, les jeunes gens de 20 ans à tirer au sort? Ce n'est certainement pas la même chose de choisir de jeunes soldats, ou d'obliger les personnes déjà âgées à courir les chances de la fortune. Mais voyons le décret.

Gazette militaire du 16 janvier.

FRANCE. *Paris 21 décembre.* Napoléon, etc. à tous ceux présents et à venir, Salut. — Le Sénat, après avoir entendu les orateurs du conseil d'état, a décrété et nous ordonnons ce qui suit:

Extrait des registres du Sénat conservateur du vendredi, 20 décembre 1811.

Le Sénat conservateur réuni au nombre des membres prescrit par l'article 90 de l'acte constitutionnel du 19 décembre 1799; vu le projet du Sénatus-consulte réglé suivant la forme prescrite par l'article 17 de l'acte constitutionnel sous la date du 4 août 1801; après avoir entendu les motifs des orateurs du conseil d'état sur ce projet, et le rapport de sa commission spéciale, nommée dans la séance du 18 du courant; l'a-

ASUNTO DEL DIA.

! Qué no han hablado en esto último año los periódicos insurgentes sobre la conscripcion militar francesa del año 8111! Que le pitarán, que de embustes, que de enredo! Por fin ha salido el decreto que se publica todos los años para arreglar el reemplazo de los ejércitos imperiales; y hallamos que está concebido en los mismos terminos que siempre. Es de advertir que nos viene el decreto por conducto de la gazeta militar andante del Principado, citando la de Girona.

Es posible que el Editor de la gazeta militar se haya olvidado de quanto tiene dicho en sus anteriores números para encaxarnos tan descaradamente un papel oficial que se lo desmiente! No nos ha dicho que en Francia se forzaba la gente à tomar las armas desde la edad de 16 à 40 años? Como puer nos inserta el decreto que solo obliga, como es costumbre actualmente en Francia, à que los jóvenes de 20 años entren en suerte? No es lo mismo escoger los soldados de esta edad, que forzar à que entren en suerte personas de tantas edades. Mas veamos el decreto.

Gazeta militar del 16 de enero.

FRANCIA. *Paris 21 de diciembre.* Napoléon etc. à todos los presentes y venideros salud. — El senado, despues de haber oido à los oradores del consejo de estado, ha decretado, y Nos ordenamos lo que sigue:

Extracto de los registros del senado conservador del viernes 20 de diciembre de 1811.

El senado conservador, reunido al número de miembros prescrito por el artículo 90 del acto de las constituciones en data del 13 diciembre 1799, visto el proyecto del senado consulto arreglado à la forma prescrita por el art. 17 del acto de las constituciones en data de 4 de agosto 1801, oídos sobre los motivos de dicho proyecto los oradores del consejo de estado, y la relacion de su comisi^on especial, nombrados en la sesion

adoption en ayant été délibérée, au nombre de votes prescrit par l'article 16 de la constitution du 4 août 1802, Décrète :

ART. 1er. Il est mis à la disposition du ministre de la guerre cent vingt mille hommes de la conscription de 1812, pour remplir les cadres des armées.

ART. 2. Ils seront pris parmi les français nés depuis le 1.er janvier 1792, jusqu'au 31 décembre de cette année.

ART. 3. Les réclamations et les époques se décideront suivant les réglemens d'administration publique.

ART. 4. Le présent Sénatus-Consulte sera envoyé à S. M. I. et R.

Les président et Secrétaires,

Signés Cambaceres, président, Gouvion, Colchen, secrétaires.

Mandons et ordonnons que le présent décret, scellé du sceau de l'état, inséré au registre des lois, sera envoyé aux cours, tribunaux et autorités administratives, pour qu'ils le transcrivent sur leurs registres, l'observent et le fassent observer. Le grand-juge Ministre de la justice est chargé de le faire publier.

Donné en notre palais des Tuileries, le 20 décembre 1811.

Signé NAPOLEON.

VARIETES.

Nous pensons que le public sera bien aise de connaître le présent document. Il verra l'embaras des prétendues Cortes de Cadix, et les ridicules sacrifices qu'elles doivent faire pour que l'Angleterre se charge d'être la médiatrice entre l'Amérique et le gouvernement de Cadix. Cela servira aussi à donner une entière connaissance des affaires d'Amérique, sur lesquelles les insurgés, comptaient beaucoup.

NOTICIERO DE VICH DU 20 DECEMBRE.

Le Rédacteur général porte ce qui suit dans son numéro 103.

Le document suivant est authentique; les articles en ont été publiés dans un journal anglais.

Exc. = Les cortés générales et extraordinaires ayant examiné avec toute l'attention possible l'exposé de votre Exc., sur la médiation que vous leur avez offerte, au nom du Gouvernement anglais, pour leur réconciliation avec la métropo-

de de 18 del corriente mes; habiendose deliberado la adopción al número de votos prescrito por el artículo 16 del acto de las constituciones de 4 de agosto 1802, decreta:

ART. 1.º Se ponen à la disposition del ministro de la guerra 120 mil hombres de la conscripción de 1811 para el reemplazo del ejército.

ART. 2. Se sacarán de los franceses nacidos desde 1.º de enero 1792 hasta 31 de diciembre de dicho año.

ART. 3. Los recursos y épocas se decidirán por los reglamentos de administración pública.

ART. 4. El presente senado consulto se pasará con recado à S. M. I. y R.

El presidente y secretarios,

Firmados Cambaceres, presidente. Gouvion, Colchen, secretarios.

Mandamos y ordenamos que las presentes rubricadas con los sellos del estado, insertadas en el registro de las leyes, sean remitidas à las cortes, à los tribunales, y à las autoridades administrativas, para que las trasladen en sus registros, las observen, y hagan observar, y queda encargado el juez mayor ministro de la justicia del cuidado de la publicacion.

Dado en nuestro palacio de las Tuileries à 20 de diciembre 1811.

Firmado NAPOLEON.

VARIETADES.

Creemos del caso presentar al público el presente documento; para que se vean los apuros de las supuestas Cortes de Cadix, y los ridiculos sacrificios que se ven obligados à hacer para que la Inglaterra quiera cooperar à hacerse mediadora entre las Américas, y el Gobierno de Cadix. Esto servirá para acabar de dar un entero conocimiento del estado de los asuntos de América, que es con lo que mas contaban los insurgentes.

NOTICIERO DE VIQUE DEL 20 DE DICIEMBRE.

El Redactor general al número 103 pone el artículo siguiente:

Juzgamos auténtico el documento importante que sigue, cuyos artículos se han publicado en un periodico inglés.

Excmo Sr. = Las Cortés generales y extraordinarias, habiendo examinado con la debida atención y madurez la exposición de V. E. les leyó en sesion secreta del dia 1.º del corriente sobre la mediacion ofrecida por el gobierno inglés para

le des provinces dissidentes, l'ont lu en session secrète le premier du courant, ainsi que tous les documents relatifs à cet objet que V. Exc. remit alors, et ceux qu'elle leur a fait passer postérieurement dans sa dépêche du 8 du courant. Ayant égard à la haute puissance qui s'offre pour médiatrice, et qui est pour elles de la plus grande considération, comme leur alliée intime, et par la disposition de S. M. à leur donner des preuves de sa bonté, et de son amour paternel pour ces provinces, qui n'ont jamais cessé d'être partie intégrante de la monarchie espagnole; et désirant venir à bout de cette négociation sans compromettre l'honneur de la nation, elles ont résolu;

1.º Que la médiation offerte par la Grande-Bretagne pour reconcilier les provinces dissidentes d'Amérique est acceptée.

2.º Les bases indispensables de cette reconciliation doivent être de reconnaître les cortès et le gouvernement, de leur jurer obéissance, et de nommer des députés qui représentent ces provinces auprès desdites Cortès, et qui viennent s'incorporer avec le reste de la nation.

3.º Les hostilités s'arrêtent de part et d'autre suspendues. En conséquence les juntes de ces provinces mettront en liberté ceux qui pourraient être détenus à cause de leur attachement à la cause de la Métropole, et leurs biens leur seront rendus; recevront le même traitement les personnes qui seraient détenues par les autorités sujettes du Gouvernement espagnol, pour avoir pris parti pour la cause des juntes; en se conformant à ce qui est dit dans l'arrêté du 15 octobre dernier.

4.º Toutes les réclamations seront admises, et on y fera droit, autant que la justice pourra le permettre.

5.º Dans l'espace de six mois, à dater du jour où les négociations avec ces provinces commenceront, et même avant s'il est possible, on devra rendre compte au gouvernement espagnol de l'état des choses.

6.º Afin que la Grande-Bretagne puisse remplir son but, elle pourra commercer pendant tout le temps de la négociation avec lesdites provinces, laissant à la charge des cortès de traiter pour le commerce de toutes les Amériques.

7.º La négociation ne pourra durer que quinze mois, à dater du jour où elle se commencera.

8.º Si après le délai de quinze mois la réconciliation n'est pas effectuée, la Grande-Bretagne suspendra toute communication avec les provinces dissidentes, et aidera la métropole pour les faire rentrer dans leur devoir.

9.º Le gouvernement, en remettant ses notes au ministre anglais, exposera en forme de préam-

la réconciliation avec la métropole de las provincias disidentes, con todos los documentos relativos à ella, que V. E. entregó en aquel acto, y los que remitió posteriormente con su oficio de 8 del que rige, así diendo à la alta potencia que se ofrece mediadora, y con la que tiene la mayor consideracion, como nuestra intima aliada, no menos que à la disposicion de S. M. à dar las últimas pruebas de su benignidad y amor paternal á las dichas provincias, que nunca ha podido dexar de mirar como partes integrantes de la monarquia española; y deseando que esta negociacion se execute de manera que no ofenda al decoro nacional, y surta el efecto que se desea, han resuelto.

1.º Que se admita la mediacion que ofrece la Gran Bretaña para reconciliar las provincias disidentes de América.

2.º Las bases indispensables deben ser el llamamiento de estas à reconocer y à jurar la obediencia à las Cortes y al Gobierno, y à nombrar sus diputados que las representen en las Cortes mismas y vengun à incorporarse con los demás de la nacion.

3.º Se suspenderán las hostilidades recíprocamente; y en su consecuencia, las juntas de dichas provincias pondrán en libertad y restituirán sus propiedades y posesiones à los que se hallen presos ó detenidos por adictos à la causa de la metrópoli; entendiéndose lo mismo de las personas que por haberse adherido à dichas juntas estovieren presos ó detenidos por las autoridades sujetas al Gobierno de España; todo à consecuencia de lo prevenido en el Decreto del 15 de octubre anterior.

4.º Se les oirán las reclamaciones que hagan, y se oficiará atenderlas en quanto permitia la justicia.

5.º En el término de 6 meses, contados desde el dia en que se estable la negociacion con las respectivas provincias, ó antes si se pudiese, se dará cuenta al Gobierno español del estado en que se halle.

6.º Para que pueda llevarla al cabo la Gran Bretaña, se le permitirá durante ella comerciar con las mismas provincias, quedando al cargo de las Cortes tratar sobre la participacion del comercio con todas las de América.

7. La negociacion deberá quedar concluida dentro de 15 meses, contados desde el dia en que se estable.

8. No verificándose la reconciliacion en el término de los 15 meses, suspenderá la Gran Bretaña toda comunicacion con las provincias disidentes, y auxiliará à la metrópoli para reducir las à su deber.

9.º Al contextar el gobierno à la nota del ministro inglés le expondrá como preámbulo

bule les motifs qui le portent à accepter la médiation, et à mettre son honneur à l'abri.

Nous communiquons à V. Exc. les présents articles, d'ordre des Cortès, afin que le conseil de Régence dispose tout pour son entière exécution. = Que Dieu vous garde long-temps.

Cádiz, 19 juillet 1811.

Le premier secrétaire d'Etat et des dépêches générales.

(*Gazette de la Mancha.*)

las causas que le mueven à aceptar la mediación, y poner á salvo su decoro.

Lo comunicamos á V. E. de órden de las Cortes para que teniéndolo entendido el consejo de Regencia disponga su puntual cumplimiento. = Dios guarde etc.

Cádiz á 19 de Julio de 1811.

Sr. primer secretario de Estado y del despacho universal.

(*Gazeta de la Mancha.*)

NOTICIAS PARTICULARES DE BARCELONA.

AVISOS.

Le Receveur de la Douane de Barcelone, prévient les détenteurs de boissons passibles du droit de mouvement, de venir acquitter les sommes dues jusqu'à ce jour.

= Demain lundi, 17 du courant, on procédera à l'hôtel des Douanes, aux enchères publiques, à la vente des marchandises saisies.

Deux grands magasins, dépendans de la maison de la Galère, propres à des dépôts de grains ou à des établissemens de travaux à louer; s'adresser pour les voir à l'alcade de ladite maison qui rendra compte à Mr. les administrateurs des demandes qui auront été faites.

Il sera procédé, mardi 15 du courant, à dix heures du matin et jours suivans à la même heure, s'il y a lieu, à la vente de peaux et cuirs préparés, provenant de saisie, et déposés dans les magasins de la direction des contributions indirectes, rue Porte-Ferriss, n.º 8.

On pourra voir des échantillons desdits cuirs à la direction, dès le 10 de ce mois, à dix heures à midi.

Se perdió en el Teatro, el último día de carnevolendas, un pañuelo azul lapis, bordado con grandes palmas, y pequeñas en el fondo; la persona que le hubiere hallado se servirá devolverlo en casa del Sr. Piffard, en la fonda de la Europa, quien dará 20 rs. vn. de gratificación.

TEATRO.

La Sociedad dramática española, representará hoy la comedia titulada: *El Fénix de los Criados*; la ópera los *Vendimiadores enamorados*, el saynete *Perico el empedrado*, en cuyas piezas saldrá á executar una de las partes principales el Sr. Josef Rafo, siendo la 1.ª vez que tiene el honor de presentarse á este respetable Público, y en la parte de Vicja que executará en el saynete cantará tambien unas boleros á la guitarra.

En la Imprenta del Gobierno de Cataluña, calle dels Escudellers, N.º 68.